



Collectif ROMEUROPE du Val de Marne

Soutien aux familles roms migrantes

Communiqué ROMEUROPE 94

Dimanche 6 février, à Ivry sur Seine, un homme est mort dans l'incendie des cabanes de familles roms installées en grande précarité à Ivry sur Seine. La municipalité, les citoyens et les organisations regroupées dans le collectif Romeurope apportent leur soutien à ces familles, l'état se refusant d'apporter une aide à ceux qu'il ne considère que comme des personnes en situation irrégulière. La municipalité d'Ivry sur Seine, au nom du devoir de solidarité a ouvert un gymnase pour un accueil humanitaire et provisoire.

Dimanche 6 février, à ORLY, nous étions réunis à l'appel de Romeurope pour nous souvenir avec leurs familles, de Stéfan et Francesca, morts il y a tout juste un an dans l'incendie de leur cabane... Des messages de soutien ont été lus par le mouvement associatif et par une représentante de l'Evêque.

La mort de ces deux enfants il y a un an, la mort de cet homme le 6 février ne sont pas de simples faits divers. Les incendies sur ces lieux de vie précaires sont fréquents. Les personnes y seront en danger tant que l'on ne leur permettra pas d'avoir accès à des logements dignes, un emploi, la santé, l'éducation... et à la sécurité pour leur vies !

Dans le Val de Marne, depuis 2004, à l'initiative **de Romeurope**, des solutions d'hébergement concernant plusieurs familles ont été trouvées **avec le Conseil Général et des associations d'insertion** (gendarmerie de St Maur, batiments à Vitry, Villejuif, Joinville, hôtels avec l'ASE), **des municipalités** comme Choisy le Roi, Ivry sur Seine, Orly, Limeil Brévannes... Une recherche d'élargissement de ces projets d'insertion est en cours avec de nouvelles collectivités territoriales et d'autres institutions en s'appuyant sur les directives européennes.

La précarité et la marginalisation forcée de ces familles conduisent à des drames, à des impasses, à des conflits avec d'autres personnes vivant dans l'exclusion...

La préfecture a refusé de mettre en place une solution d'urgence pour ces familles à la rue après l'incendie d'Ivry sur Seine, tout comme après celui d'Orly où cinq cabanes ont été incendiées il y a deux semaines.

La seule proposition des autorités est le retour en Roumanie avec l'OFII qui propose un peu d'argent... et rien d'autre : aucune d'aide psychologique pour les gens qui viennent de tout perdre et qui reviendront de toute façon. C'est d'autant plus révoltant que l'état se doit d'héberger les personnes sans domicile. Il ne peut pas continuer à chasser, mépriser, ignorer ces familles en les stigmatisant comme « illégaux »... sur le territoire européen.

Plus que jamais nous demandons la tenue d'une rencontre départementale en présence des représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, du mouvement associatif en lien avec la région Ile de France qui prépare une table ronde et avec les recommandations pour l'insertion des roms par la Commission Européenne.

Le collectif Romeurope 94 soutient toutes les initiatives pour la dignité des Roms, leurs droits au logement, au travail, à l'éducation et à la santé et appelle à agir en renforçant les collectifs de soutiens.